

Initiatives ministérielles

danger. Quand on se reporte au discours du ministre des Finances, on s'aperçoit que ce million d'emplois seraient mis en danger si les échanges commerciaux entre le Canada, le Québec et entre les États-Unis et le Québec étaient réduits à zéro.

Est-il possible que les échanges commerciaux entre le Canada, le Québec et les États-Unis soient réduits à zéro? Est-ce que les Québécois ou les gens de Jonquière vont cesser d'acheter des automobiles Ford si les automobiles Ford remplissent les conditions qu'ils désirent pour l'achat d'une automobile? Est-ce que les gens aux États-Unis vont arrêter. . .

[Traduction]

M. Flis: Monsieur le Président, je croyais que nous débattions du projet de loi C-105, Loi mettant en oeuvre des conventions entre le Canada et la Lettonie, l'Estonie et Trinité et Tobago et un protocole de convention fiscale avec la Hongrie. Je ne vois pas en quoi les propos du député concernent ce projet de loi.

Le président suppléant (M. Kilger): Le secrétaire parlementaire est un parlementaire chevronné. De temps à autre, la règle de la pertinence est invoquée à la Chambre. La chose s'est produite ces derniers jours et elle risque de se produire encore plus souvent dans les prochains jours. Il est bon qu'on nous rappelle l'existence de cette règle, que nous ne devrions pas oublier.

[Français]

La pertinence est un sujet qui est soulevé de temps à autre, et dernièrement, peut-être un peu plus souvent et dans les semaines à venir, ce sera peut-être encore un peu plus souvent. Je veux quand même être sympathique à un côté comme à l'autre, mais je tiens simplement à souligner que l'intervention de l'honorable secrétaire parlementaire nous rappelle la pertinence et je souhaite que nous en soyons toujours conscients dans toutes nos interventions. Alors, je suis le débat d'une façon attentive.

J'accorde de nouveau la parole à l'honorable député de Jonquière.

M. Caron: Monsieur le Président, je suis très content que le secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères me rappelle la pertinence, parce que je croyais que c'était évident. On est en présence d'un pays, le Canada, de 28 millions d'habitants. On est en présence d'un pays qui se situerait peut-être le sixième au monde en ce qui concerne le produit intérieur brut par habitant, à parité de pouvoir d'achat. Ce sont les chiffres de 1991.

• (1305)

Donc, ce pays-là, ce grand pays, membre du G-7 et du jet set international, daigne établir des relations commerciales avec des pays que je ne qualifierai pas de petits pays, parce qu'on l'a entendu souvent dans la bouche de nos amis du gouvernement: petit pays rappelle petit peuple, rappelle petitesse, alors c'est un peu péjoratif, mais ce sont des pays avec des populations, disons plutôt petites par rapport à celle du Canada.

La Lettonie a 2,6 millions d'habitants; l'Estonie, 1,5 million; Trinité-et-Tobago, 1,3 million d'habitants; la Hongrie, 10 millions. Ce sont quand même des pays qui n'ont pas l'envergure, le faste économique de l'actuel Canada, du Canada tel que décrit par nos amis d'en face. Mais ce sont des pays avec lesquels le Canada a négocié des conventions en s'inspirant du modèle proposé par l'OCDE. C'est normal. On entendait tout à l'heure le

porte-parole de l'opposition dire que c'était normal, c'est comme cela que ça se passe entre les pays du monde, entre les pays civilisés, c'est-à-dire les pays qui cherchent leur intérêt.

On ne voit pas, on n'a pas entendu, on n'a pas vu dans les journaux de Lettonie, de Hongrie, de Trinité-et-Tobago des articles disant que le Canada est trop gros, que le Canada a une économie trop forte, que le Canada va nous imposer des conditions inacceptables.

Je ne sais pas, nous n'avons pas d'articles de presse de la Lettonie, de l'Estonie, de la Hongrie, de Trinité-et-Tobago et de tous ces pays-là, mais on n'a pas l'impression que le Canada se soit comporté de façon indélicate avec des pays souverains.

Le parallèle que je faisais, c'est que lorsqu'on lit la presse anglophone actuellement au Canada, on dit toujours: «Si vous faites la souveraineté du Québec, attention, le Canada ne s'entendra pas avec vous, le Canada sera deux fois plus gros que vous, il ne s'entendra pas avec vous. Attention. Sur le marché américain, vous ne compterez pas. Probablement qu'il n'y aura plus d'échanges, probablement que les Américains n'achèteront plus votre aluminium, ni votre papier, vous n'achèterez plus d'autos américaines. C'est fini les réfrigérateurs américains, c'est fini les ordinateurs IBM. Vous allez être obligés de vous agenouiller pour les avoir, de payer deux fois le prix parce qu'ils sont trop gros, parce qu'ils ne respecteront pas les normes internationales, parce qu'ils vont essayer de vous écraser.»

En examinant le projet de loi à l'étude ce matin, je me rends compte que ce n'est pas le cas. Je me rends compte que lorsqu'on parle de la Lettonie, de l'Estonie, de la Hongrie, de Trinité-et-Tobago, des pays qui n'ont pas de relations immédiates avec le Canada, qui n'ont pas cheminé avec le Canada pendant 130 ans, on se rend compte que, avec ces pays-là, il n'y a pas de problème. On a quelques relations commerciales, on a de bonnes relations diplomatiques, il n'y a pas de problème, on fait des ententes.

Mais lorsqu'il s'agit du Québec, avec lequel on a vécu pendant 130 ans, là, on écrase, on demande la caution du secrétaire d'État américain, on espère qu'il va dire: «Ah! Si jamais le Québec fait sa souveraineté, attention, peut-être qu'on va renégocier l'ALENA, peut-être qu'on va poser des conditions supplémentaires, peut-être que vos entreprises de nature culturelle vont être écrasées, les films américains vont déferler sur le Saguenay—Lac-Saint-Jean, population francophone à 98 p. 100, les cinémas francophones vont fermer, les journaux français du Québec qui sont hautement subventionnés, peut-être, vont cesser de paraître. Ça va être la fin du monde.»

Quand on voit des projets de loi comme celui-ci qui sont présentés par le porte-parole du gouvernement comme étant allant de soi, normaux, il n'y a pas de problème, à ce moment-là, on se dit: «Eh bien oui, il n'y a pas de problème avec la Lettonie sur des projets de nature commerciale, il n'y a pas de problème avec la Hongrie, il n'y a pas de problème avec personne et il y en aurait si jamais le Québec devenait un pays souverain?»

Mon Dieu, je pense que c'est pertinent de prendre l'exemple. Si on nous avait dit: «On va faire un cas d'exception pour la Lettonie et l'Estonie parce que ce sont des pays qui ont appartenu longtemps à l'orbite soviétique, ce sont des pays qui ont eu des difficultés, ce sont des petits pays qui ont vaillamment défendu leur souveraineté, qui sont restés vivants pendant que l'empire soviétique passait son rouleau compresseur partout, qui ont maintenu leur langue, qui ont maintenu leur spécificité culturelle, qui se sont défendus et qui ont réussi, contre toute attente, à